

# France-Rwanda, à l'aune du « en même temps »

Philippe Leymarie

Le Monde Diplomatique, 25 mai 2021

**En se rendant à Kigali, capitale du Rwanda, Emmanuel Macron tente de renouer avec un pays qui se relève d'un des principaux génocides du siècle dernier, et fait figure aujourd'hui de miraculé, s'attirant les faveurs d'une majorité d'Africains, et de l'essentiel de la communauté internationale; mais qui n'a cessé de mettre en cause le rôle de la France des années 1990, et de sa classe politique. Le président français, convaincu que cette normalisation est la clé d'une revitalisation des relations franco-africaines débarrassée des pesanteurs « françafricaines » à l'ancienne, a-t-il une chance de réussir là où tous ses prédécesseurs avaient échoué ?**

Le président français a indiqué, quelques jours avant ce déplacement, qu'il avait « à cœur » avec son homologue rwandais « d'écrire une

*nouvelle page* » de la relation entre France et Rwanda, affirmant que les deux pays avaient « désormais de bonnes bases sur lesquelles créer une bonne relation ». Cette dynamique bilatérale — qui se double d'une offensive de charme à l'échelle continentale — est l'aboutissement d'un long processus, jalonné d'initiatives et de gestes symboliques :

- la communication, ces dernières semaines, d'un rapport établi grâce à une ouverture élargie des archives de l'État français, par une commission d'historiens non spécialistes du Rwanda ou de l'Afrique placée sous la direction du professeur Vincent Duclert : elle conclut, après examen de huit mille documents, à une « *responsabilité écrasante de la France* », (1) sans pour autant aller jusqu'à l'accusation de « *complicité* », au grand dam des associations de défense de la cause rwandaise : des conclusions parallèles à celles du rapport Muse —

sorti par des juristes américains à la demande de Kigali, au même moment que le rapport français — qui ont permis explique-t-on à l'Élysée « *d'ouvrir un nouvel espace politique* » ;

- le spectaculaire soutien à l'élection en 2018 de Louise Mushikiwabo, ancienne ministre rwandaise, très proche de Paul Kagame, à la tête de l'Agence internationale de la francophonie (AIF) — bien qu'issue d'un régime qui avait instauré l'anglais comme langue officielle en 1995 ;

- l'appui au pôle judiciaire spécialisé dans les crimes contre l'humanité, et l'encouragement à rechercher, poursuivre, et au besoin condamner en France même les réfugiés rwandais qui auraient tenu un rôle actif dans le génocide des Tutsi rwandais (avec par exemple l'interpellation à la mi-mai, en banlieue parisienne, de Félicien Kabuga, un des principaux financiers du génocide, qui se cachait depuis vingt-six ans) (2) ;

- l'abandon progressif de thèses controversées, comme le scénario judiciaire tendant à établir que l'attentat en mars 1994 contre le président Habyarimana, déclencheur du génocide, aurait été organisé par le Front populaire rwandais (FPR) de Kagame lui-même, dans le but de prendre le pouvoir à Kigali (3) ; ou l'existence d'un « *second génocide* », perpétré par les troupes du FPR ayant pénétré à l'est de l'ancien Zaïre (aujourd'hui, la République démocra-

tique du Congo) pour vider de force les camps de réfugiés hutu, et les pourchasser dans les forêts, faisant des centaines de milliers de victimes (4) ;

- à quoi s'ajoute un travail pendant des années sur des dossiers transversaux, sur lesquels les présidents Kagame et Macron se sont tous deux investis et côtoyés : le numérique, la santé, l'égalité hommes-femmes, notamment ;

- et, au terme de cette visite d'Emmanuel Macron à « *enjeu mémoriel* » à Kigali, ce qui est présenté comme l'étape finale du rapprochement franco-rwandais : le rétablissement de relations diplomatiques pleines et entières, avec nomination d'un ambassadeur de France à Kigali (5).

## Frustration et attentes

Cette tournée africaine — qui passe également par l'Afrique du Sud, autre enjeu politique et économique de poids pour la France — est l'aboutissement, indiquait-on ces derniers jours à l'Élysée, d'une « *démarche de réengagement* » plus globale de la France en Afrique, voulue par Emmanuel Macron depuis le début du quinquennat. Persuadé que la question du génocide des Tutsi est « *quelque chose qui est un sujet de la relation avec l'Afrique en général* » — selon la for-

mulation de Franck Paris, le conseiller Afrique de la présidence française —, et conscient d’une certaine impopularité de la France au sein de la jeunesse africaine (du fait — entre autres — de l’image donnée par la guerre au Sahel), le chef de l’État français a multiplié les gestes symboliques, en réponse à ce qui est, selon l’Élysée « *ressenti comme une "frustration" traduisant des attentes très fortes et un besoin d’évolution des relations franco-africaines* » :

- les restitutions d’œuvres d’art africain, qui — bien qu’encore timides — ne sont plus un tabou ;

- le franc CFA, qui a commencé à perdre certaines de ses couleurs néo-coloniales (6). Une partie des réserves détenues en France au titre du CFA sont en voie de transfert aux institutions financières régionales. En Afrique de l’ouest, le CFA devrait être remplacé par « *l’Eco* », qui serait la prochaine monnaie unique de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) ;

- la préparation des débats prévus dans le cadre du prochain sommet Afrique-France en octobre prochain à Montpellier a été confiée à l’universitaire camerounais Achille Mbembe, enseignant en Afrique du Sud — une des voix critiques les plus vives de la « *Françafrique* » ;

- l’inauguration ces jours-ci d’un nouveau centre culturel francophone à Kigali, qui se veut également un si-

gnal symbolique et politique plus général : l’institution sera moins centrée sur les relations France-Afrique, et mettra l’accent sur l’espace francophone régional, ou interafricain, y compris avec des artistes anglophones ou lusophones, donnant une image plus moderne d’une francophonie qui ne soit pas crispée sur la défense de la langue française.

## Figure de proue

Ce faisant, le numéro un français a donc choisi de s’appuyer sans barguigner sur Paul Kagame, qui fait certes figure d’autocrate, mais qui a réussi en presque trois décennies à la tête du Rwanda à devenir une figure de proue de la gouvernance africaine :

- le Rwanda a envoyé des troupes de maintien de la paix notamment en Côte d’Ivoire, en Centrafrique, en Somalie, et est en mars 2021 le deuxième contributeur au monde en casques bleus (6 600) tout juste derrière le Bangladesh et à égalité avec l’Éthiopie ;

- Paul Kagame, qui a courtoisé avec succès ces dernières années des pays francophones clés comme le Maroc, le Gabon, ou le Tchad, est lui-même gâté par certains médias, comme l’influent *Jeune Afrique*, qui lui ouvrent régulièrement leurs pages ;

- il a été désigné par ses pairs en 2016 pour diriger la commission

chargée de réformer l'Union africaine (UA) ;

- il a eu un rôle majeur dans la réintégration du Maroc au sein de l'UA ;

- le président rwandais a été, entre autres, invité d'honneur au festival du cinéma panafricain de Ouagadougou, au Burkina ;

- il a été élu à plusieurs reprises « *Africain de l'année* » dans diverses instances, vantant le « *modèle* » rwandais (axé sur un patriotisme qui ne souffre pas la contestation, sur le libre-échange et une mondialisation consentie) ;

- Kagame, bien que chef d'un mini-État enclavé sur les plateaux d'Afrique centrale ou de l'Est, aura ainsi réussi à faire de son malheur initial, de la rigueur de sa gouvernance, et de son indéniable réussite socio-économique, une force qui lui permet de se montrer exigeant avec les anciens partenaires du Rwanda, dont la France, à l'influence pâissante sur le continent noir : des réalités dont l'exécutif français a résolu de tenir compte, après des années de distance, de gêne, et de silence boudeur, mais aussi de relative isolation internationale.

## Terrible solitude

La démarche a cependant quelques inconvénients. Si elle ra-

vit une partie de la diaspora rwandaise, les rescapés, les familles des victimes, ou l'opinion africaine en général, elle inquiète dans l'Hexagone les familles d'anciens impliqués dans le génocide, réfugiés en France ou ailleurs, ainsi que celles de l'équipage de l'avion dans lequel a péri l'ancien président rwandais, privées des procès et réparations qu'elles attendaient ; elle mécontente la droite, et surtout l'extrême-droite en France, qui ont tendance à assimiler ce genre de tentatives de réconciliation à des trahisons ; elle peut aussi susciter les craintes et la colère de responsables politiques et militaires en poste en France à l'époque du génocide, qui se trouvaient soit dans la mouvance socialiste, soit dans la mouvance gaullienne, dans le cadre d'un gouvernement « *de cohabitation* » Mitterrand-Balladur : ils se retrouvent plus que jamais au ban des accusés.

Certains sont encore en activité comme Alain Juppé, membre du Conseil constitutionnel. Ministre des affaires étrangères à l'époque, il assure — dans un témoignage publié par *Le Monde* le 9 avril dernier — avoir « *porté pendant près de trente ans cette blessure de n'avoir pas réussi à empêcher cette terreur* ». Il admet n'avoir pas été au rendez-vous de l'histoire, et avoir failli au devoir d'exemplarité qui pèse selon lui sur la France : « *Nous avons manqué de compréhension de ce qu'était un*

*génocide et de ce qu'impliquait son constat* », écrit-il, reconnaissant que l'opération Turquoise, montée avec difficulté, et dans une « *terrible solitude de la diplomatie française* », c'était « *trop peu et trop tard* ».

L'actuel chef d'état-major des armées, le général François Lecointre, à l'époque capitaine, est également revenu (le 1<sup>er</sup> avril 2021, sur France Info) sur son rôle et celui de ses hommes, à rebours des mises en cause du moment : « *Quand nous sommes intervenus au Rwanda, nous étions immergés dans l'indignation collective de toute l'opinion publique occidentale et française devant le désastre, le drame de ce génocide qui se déroulait sous nos yeux (...) Nous étions impatients de pouvoir être engagés pour pouvoir faire cesser ce génocide (...) Il n'y avait aucun doute et aucune ambiguïté, ni dans les ordres que nous avons reçus, ni dans ce que nous ressentions. Nous allions là-bas pour sauver les Tutsis. Évidemment* ».

**Philippe Leymarie, collaborateur du *Monde diplomatique*, a été chargé des questions africaines et de défense sur Radio-France internationale (RFI). Il est l'auteur, avec Thierry Perret, des *100 Clés de l'Afrique* (Hachette littérature, 2006).**

## [Notes :]

(1) Le rapport de la mission d'information de l'Assemblée nationale en 1998, présidée par l'ancien ministre de la défense Paul Quilès, concluait à une sorte de « *responsable mais pas coupable* », et insistait sur le fait que « *la France n'est nullement impliquée* » dans le génocide lui-même.

(2) Dans l'attente de son procès devant le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MT-PI), chargé d'achever les travaux du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), l'homme d'affaires a été transféré à La Haye.

(3) Il s'agit du dossier d'instruction établi par l'ancien juge du pôle anti-terroriste, Jean-Louis Bruguière, qui avait mis en cause le président Kagame, et la rupture par Kigali des relations avec Paris entre 2007 et 2009, et finalement débouché sur un non-lieu en décembre 2018.

(4) Thèse considérée par Kigali comme « *révisionniste* », et contestée notamment par Patrick de Saint-Exupéry, auteur de *La traversée - Une odyssée au cœur de l'Afrique* (Les Arènes, 2021) : « *Durant toute ma "traversée", à aucun endroit je ne me suis dit : ce qui s'est passé ici ressemble à un génocide* ».

(5) L'actuelle ambassade, rouverte en 2009 après une rupture des relations décidée par Kigali suite à la

mise en cause de Paul Kagame par le juge Bruguière, était gérée jusqu'ici par un simple chargé d'affaires. utilisé par quatorze pays d'Afrique de l'ouest et du centre, avait une valeur garantie par le Trésor public français, et une parité fixe avec l'euro.

(6) Le franc CFA (franc de la Communauté financière africaine),